



HAL
open science

Le rôle des associations eurosceptiques et du United Kingdom Independence Party dans la campagne référendaire britannique de 2005 autour du traité constitutionnel européen

Agnès Alexandre-Collier, Karine Tournier-Sol

► To cite this version:

Agnès Alexandre-Collier, Karine Tournier-Sol. Le rôle des associations eurosceptiques et du United Kingdom Independence Party dans la campagne référendaire britannique de 2005 autour du traité constitutionnel européen. *Revue française de civilisation britannique*, 2009, 2, pp.19-29. hal-00465876

HAL Id: hal-00465876

<https://hal.science/hal-00465876>

Submitted on 10 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Article paru dans *Revue Française de Civilisation
Britannique*, hors-série 2009, pp. 19-29

***Le rôle des associations eurosceptiques et du
United Kingdom Independence Party dans la
campagne référendaire britannique de 2005
autour du traité constitutionnel européen***

Agnès ALEXANDRE-COLLIER, Université de
Bourgogne et
Karine TOURNIER-SOL, Université de Toulon.

Si les résultats négatifs des référendums français et néerlandais du 29 mai et du 1^{er} juin 2005 ont désormais exclu la possibilité d'un référendum britannique sur le traité constitutionnel européen, la perspective d'un référendum, à plus ou moins long terme, sur l'avenir de la place du Royaume-Uni dans l'Union européenne, n'en reste pas moins envisageable. Cette consultation populaire, inlassablement réclamée par l'opposition conservatrice depuis 1997, apparaît comme la promesse d'un exutoire offert aux Britanniques à la fois pour épancher leur soif de souveraineté, pour ne pas dire d'indépendance nationale et exprimer directement au gouvernement leurs inquiétudes et leurs griefs sans passer comme, c'est le cas habituellement, par leurs représentants parlementaires. Pourtant, avec 31% d'opinions défavorables à la constitution selon un sondage MORI du 28 février 2005, le référendum représentait un risque politique majeur pour Blair. Certains prétendent que cette promesse était en fait le fruit d'un compromis officieux entre le Premier ministre et la presse populaire de Rupert Murdoch qui, depuis 1997, aurait accordé son soutien électoral au New Labour en échange d'un référendum sur l'euro puis sur la constitution européenne. Quoi qu'il en soit, on comprend aisément que, huit ans après, la "carotte" n'ait plus la même fraîcheur pour Murdoch et les conservateurs que lorsque Tony Blair la brandissait sous leur nez.

L'échec du traité constitutionnel en 2005 et son remplacement hasardeux par un traité dit "simplifié" signé à Lisbonne le 13 décembre 2007 mais massivement rejeté par les Irlandais le 12 juin 2008 a provoqué une nouvelle crise dans le processus européen. Si la succession impopulaire de Gordon Brown le 27 juin 2007 à la tête du gouvernement britannique et le succès croissant du *leader* conservateur, David Cameron, ont relégué au second plan le débat sur la place du Royaume-Uni dans l'Union européenne, cette question pourrait redevenir prioritaire en cas de victoire conservatrice en 2010. Et dans cette hypothèse, l'existence même d'une mobilisation eurosceptique ressuscitée et de surcroît soutenue par le nouveau gouvernement pourrait avoir des conséquences dramatiques sur l'avenir du pays dans l'Union.

Dans cette étude monographique, notre objectif est d'essayer de démontrer que quel qu'ait pu être le résultat français du 29 mai 2005 et dans l'hypothèse d'un nouveau référendum sur le Royaume-Uni et l'Europe, le camp du "non" présente des atouts non négligeables par rapport à celui du "oui" et la victoire d'un non britannique aurait été de toute façon prévisible pour ne pas dire acquise. Si un référendum en France ouvre la porte de l'euroscepticisme, ce mode de consultation dans un pays comme le Royaume-Uni pourrait remettre en cause le principe même de son adhésion à l'Union.

Les atouts des "anti"

Depuis l'abandon de la promesse d'un référendum sur l'adoption de l'euro, le camp du "non" a en effet subi, en termes strictement organisationnels, une importante restructuration qui lui confère trois atouts majeurs par rapport à celui du "oui" : une meilleure efficacité, une apparence de respectabilité et une certaine rentabilité.

En termes d'efficacité, d'abord, l'apport de ces organisations au Royaume-Uni dans un contexte référendaire n'est plus à démontrer. Bipartisme et parlementarisme rendent la pratique référendaire exceptionnelle et les partis, souvent divisés en leur sein sur les questions européennes, n'ont pas vocation

première à représenter tel ou tel camp. Les organisations constituent donc des relais primordiaux dans l'expression des opinions et les principaux canaux d'un euroscepticisme que le parti conservateur cherche, lui, à occulter. De 1997 à 2003, l'hypothèse d'un référendum sur la monnaie unique a vu naître une soixantaine d'organisations eurosceptiques¹ face au camp du oui, incarné par l'organisation *Britain in Europe*, qui s'est ensuite exclusivement centrée sur le traité constitutionnel européen, aidée de l'association *Campaign for a European Constitution*². Face à l'unité de *Britain in Europe*, soutenu par le gouvernement uni par un même enthousiasme pour un traité très "anglo-saxon" selon la directrice de campagne Lucy Powell, la multitude des associations eurosceptiques a longtemps été difficile à canaliser. Aux côtés de celles qui se sont créées dans la mouvance de la campagne contre la ratification du traité de Maastricht, notamment, *Conservatives Against a Federal Europe* (CAFE), *Global Britain*, *Campaign Alliance for the Rights of People*, *The European Foundation*, et surtout *The Bruges Group*³ ou *The Democracy Movement* (certainement les deux plus importantes), certaines militent pour la sauvegarde des traditions nationales comme *The British Weights and Measures Association* ou *The Magna Carta Society*, tandis que d'autres persistent à faire campagne contre l'euro comme *For Sterling!*, *Business For Sterling*, *Save the Pound*, *Domesday* ou encore *Euroland*. Ce foisonnement, qui illustre pour Ian Milne, le directeur de *Global Britain*⁴, "les bienfaits du système économique libéral cher à Adam Smith", constitue bel et bien un obstacle à la cohérence de l'engagement eurosceptique. Toujours est-il que ce foisonnement illustre bien les diverses perceptions de la constitution européenne, que l'on retrouve dans de nombreux pays, que l'on y soit favorable ou non : il y aurait autant d'organisations que d'interprétations possibles, comme en témoignent les arguments du "non" britannique de droite qui

¹ Voir la liste sur le site Internet suivant : <http://www.euro-sceptic.org/index.asp>

² Voir leur site Internet : <http://www.euraction.org/> centré désormais sur la promotion d'une Europe fédérale.

³ Voir la liste sur le site Internet suivant : <http://www.brugesgroup.com/>

⁴ Voir la liste sur le site Internet suivant : <http://www.globalbritain.org>

s'avèrent diamétralement opposés à ceux du non français de gauche, ce qui illustre autant le caractère kaléidoscopique du traité constitutionnel et par extension de l'objet européen que le fait que l'Europe constitue toujours le reflet d'inquiétudes proprement nationales.

Devant cette multitude de groupes aux intérêts parfois épars, l'une de ces organisations a vainement tenté de les fédérer, pour pouvoir mieux se mesurer à *Britain in Europe* dans la perspective d'une campagne référendaire. C'est le cas de *Campaign for an Independent Britain* (CBI)⁵, la plus ancienne d'entre elles, créée en 1976. Même si le traité constitutionnel a été enterré et le traité de Lisbonne n'a pas contribué à surmonter la crise qui s'en est suivie, la simple promesse d'un référendum sur la question a marqué un tournant dans l'évolution du camp du non. La diversité légendaire des organisations est désormais canalisée d'un côté par le *United Kingdom Independence Party* (UKIP) devenu, comme nous le verrons ultérieurement, le 3^{ème} parti britannique au Parlement européen et de l'autre, par la présence de deux groupes officiellement apolitiques mais qui ont en fait permis de structurer les votes de gauche et de droite contre le traité constitutionnel : le *No Campaign* et le *People's No Campaign*, qui n'ont rien à voir l'une avec l'autre. Cette première association, le *No campaign*, lancée en mai 2005, réunit deux groupes assez importants, *Vote No* créé en mai 2004 qui a fait parler de lui en lançant un court métrage de 20 secondes diffusé sur grand écran en novembre 2004, et le *Centre for Social Europe* qui a rassemblé des opposants britanniques et européens au traité, dans l'ensemble assez jeunes et issus des partis de gauche et des milieux syndicaux. Le comité directeur du *No Campaign* a regroupé d'éminents travaillistes, issus de l'ancienne et de la nouvelle génération, comme Gwyneth Dunwoody, Ian Davidson et Kate Hoey, des libéraux-démocrates, des verts et des syndicalistes comme Jane Carolan, l'une des dirigeantes de UNISON, le plus grand syndicat britannique des salariés des services publics. Malgré son caractère officiellement transpartisan, le *No Campaign* a clairement centralisé le vote de gauche

⁵ Voir la liste sur le site Internet suivant : <http://www.eurofaq.freeuk.com/>

contre le traité. De l'autre côté de l'échiquier politique, c'est-à-dire canalisant cette fois-ci le vote de droite malgré un affichage apolitique, le *People's no Campaign* a été fondé le 25 mai 2005 par Neil Herron, l'un des commerçants de Sunderland auto-proclamés "martyres du système métrique" parce qu'ils ont refusé d'abandonner les poids et les mesures impériales. Les désaccords partisans et générationnels entre ces deux groupes ont pu illustrer un certain manque de cohérence au sein du camp du non. Le *No Campaign* a été ainsi qualifié par son rival de "*group of self important, gaffe-prone children, barely out of their teens*"⁶. Mais leur existence a en fait permis une polarisation idéologique qui attire davantage de sympathisants au-delà des clivages partisans.

Deuxièmement, la restructuration du camp du non a aussi gagné en respectabilité. L'existence de ces groupes, plus modérés, s'est accompagnée d'une couverture médiatique des questions européennes un peu plus courtoise que par le passé. Il subsiste bien sûr quelques exceptions. Le 10 septembre 2003, le lendemain de la publication du Livre Blanc sur la Conférence Intergouvernementale, le *Sun* fit paraître un photomontage du Premier Ministre coiffé d'un chapeau d'entrepreneur des pompes funèbres, sous le titre "*A Thousand Years of British sovereignty are about to be buried by Undertaker Blair*". Mais si le tabloïd a poursuivi sa guerre idéologique contre l'Europe, il semble que le soutien apporté par la presse de Murdoch au gouvernement de Tony Blair, bien que moins enthousiaste qu'en 1997, a conféré à son discours anti-européen des accents sensiblement moins xénophobes que par le passé. Il est vrai que la présentation persistante de la constitution européenne comme un traité très anglo-saxon a peut-être contribué à atténuer le discours ultra-nationaliste de ce type de presse mais certainement pas son populisme.

Enfin, le camp du non a présenté un dernier atout : celui d'une certaine rentabilité qui lui assure sa survie au-delà de toute échéance référendaire ou électorale. Dans le cadre d'un référendum, les ressources financières du camp du oui auraient certes été plus importantes que celles de leurs

⁶ "Steve Bloomfield et Andy McSmith, "UK campaigns say 'no' to each other", *The Independent*, 29 mai 2005.

adversaires puisque l'association europhile *Britain in Europe* a été financée conjointement par le gouvernement, la Commission européenne et certaines entreprises. Toutefois, si l'on en croit le rapport de la commission électorale britannique qui dans le cadre d'une campagne référendaire définit le plafond des dépenses autorisé en fonction des derniers résultats aux élections législatives, la présence d'un parti politique supplémentaire comme l'UKIP aurait sans doute permis d'accroître les ressources des eurosceptiques. Grosso modo, l'organisation officielle qui dirige la campagne pour le oui ou le non n'aurait pas pu dépenser plus de 5 millions de livres et un seul parti politique, quel qu'il soit, aurait été autorisé à dépenser de 500 000 livres à 5 millions de livres en fonction du nombre de suffrages recueillis⁷. De surcroît, contrairement à *Britain in Europe* qui a mis la clef sous la porte au lendemain du "non" français, par manque de subventions en l'absence de référendum britannique, la plupart des associations eurosceptiques survivent grâce à des donations privées parfois très généreuses qui, elles, ne sont pas vouées à disparaître.

Tout laisse à penser qu'en l'absence d'un référendum sur le traité, la plupart des organisations ad hoc créées pour faire campagne pour ou contre le traité constitutionnel n'ont plus lieu d'exister. Et pourtant dans le camp du non, la plupart de ces groupes, dont certains existent depuis près de trente ans, vont poursuivre leur chemin, d'une part parce que financièrement ils en ont les moyens, d'autre part parce que leur combat ne sera pas terminé tant que le Royaume-Uni fera partie de l'Union européenne. Bon nombre d'associations

⁷ Plafond des dépenses défini par la commission électorale :

Organisation désignée	£5m
Parti politique (plus de 30% des voix)	£5m
Parti politique (20-30% des voix)	£4m
Parti politique (10-20% des voix)	£3m
Parti politique (5-10% des voix)	£2m
Parti politique (moins de 5% des voix)	£500,000
Tout autre participant	£500,000

ont en effet radicalisé leur lutte : d'eurosceptiques dans les années 1990, elles sont devenues rapidement anti-européennes, à l'instar de l'UKIP qui, en remportant 12 sièges aux élections européennes de juin 2004, est ainsi devenu, face au mutisme des Conservateurs sur ce sujet, le véritable "bras armé électoral" de l'euroscepticisme britannique.

Le UKIP, joker des élections européennes

Les élections européennes de juin 2004 ont sans conteste marqué un tournant décisif pour le UKIP. Avec 16,1% des suffrages, le parti eurosceptique britannique a en effet réalisé le troisième meilleur score du pays, devant les Libéraux-Démocrates et alors que les deux principaux partis totalisaient à eux deux à peine 50% des voix des électeurs. Rappelons que le taux de participation a été de près de 39%⁸, contre une moyenne européenne de 45,7% - moyenne qui masque toutefois de profondes disparités entre les Etats.

Le UKIP a ainsi vu sa représentation quadrupler, remportant 12 sièges au Parlement européen contre 3 lors des européennes de 1999. Dans une région électorale sur trois, le UKIP est arrivé second derrière les Conservateurs, allant jusqu'à remporter 26,1% des voix dans l'East Midlands. Les bastions du UKIP se situent dans le sud et l'est de l'Angleterre.

Il s'agit d'une victoire indéniable pour un parti qui plus est habituellement peu relayé par les médias et dont la stratégie électorale repose avant tout sur un travail de persuasion sur le terrain. Le UKIP sort donc de ces élections renforcé et sa performance lui permet de gagner en visibilité. De facto, le parti devient le représentant officiel de la cause eurosceptique au Royaume-Uni. On peut parler d'effet de cristallisation : le UKIP semble alors tout désigné pour être le chef de file de la campagne pour le référendum sur le traité constitutionnel européen qui s'annonce.

A Strasbourg, au lendemain des élections, les 12 eurodéputés participent à la création d'un nouveau groupe parlementaire, *Indépendance et Démocratie*, qui défend l'Etat-nation et rejette la constitution européenne qu'il exige

⁸ Site internet du Parlement européen : www.europarl.eu.int

de voir soumise à un référendum dans tous les Etats-membres. Aux côtés du UKIP dans ce groupe parlementaire, on trouve par exemple le *Mouvement pour la France* de Philippe de Villiers. Notons que le *leader* actuel du UKIP, Nigel Farage, est aussi co-président du groupe.

Cependant, l'euphorie de la victoire est de courte durée puisque rapidement la situation se complique : en moins de 5 mois, le UKIP perd deux de ses eurodéputés. Dès le 15 juin 2004, le *Daily Telegraph* révèle qu'Ashley Mote, fraîchement élu député européen pour la région sud-est, est poursuivi pour fraude ; il aurait indûment perçu des allocations logement. Le UKIP affirme ignorer ces faits et Ashley Mote est exclu du groupe parlementaire un mois plus tard. Il faut dire que pour un parti dont l'un des principaux chevaux de bataille est de dénoncer la corruption et la fraude au Parlement européen, la situation est ironique.

C'est ensuite au tour de Robert Kilroy-Silk, véritable star du parti qu'il a rejoint en mai 2004, d'ébranler un peu plus la cohésion du parti. Kilroy-Silk est un ancien député travailliste devenu présentateur vedette de la BBC pendant 18 ans, et remercié en janvier 2004 pour avoir violemment attaqué les Arabes dans les colonnes du *Sunday Express*⁹. Sa présence dans les rangs du UKIP contribue fortement à la victoire des européennes puisque sa popularité donne une plus grande visibilité au parti. C'est d'ailleurs dans la région qu'il défend que le UKIP obtient son meilleur score.

Très conscient de ce qu'il apporte au parti, Robert Kilroy-Silk est un personnage à l'ego très développé qui se considère comme le *leader* naturel du UKIP. Or, le parti ne semble pas décidé à mettre fin prématurément au mandat de celui qui est alors son chef, Roger Knapman, pour couronner Kilroy-Silk. Frustré, l'ex-présentateur s'impatiente. Dans le courant du mois d'octobre 2004, il tente de semer la discorde, remettant ouvertement en cause le *leadership* du parti. Alors que la direction du parti s'apprête à le sanctionner, Kilroy-Silk annonce qu'il quitte le groupe parlementaire, qualifiant ses collègues de "mabouls" ("*barmy*")¹⁰. Sur 12 députés élus en juin, le UKIP n'en compte plus que 10 en ses rangs, à la fin

⁹ "We owe Arabs nothing", *Express on Sunday*, 4 janvier 2004.

¹⁰ *The Guardian*, 28 octobre 2004.

du mois d'octobre. Désormais, les deux autres siègent en tant qu'indépendants.

Robert Kilroy-Silk quittera finalement le parti en janvier 2005, 8 mois seulement après l'avoir rejoint et en y ayant semé une confusion dommageable en termes de crédibilité du parti. Celui qui voulait être roi y parvient enfin en fondant son propre parti, *Veritas* (qu'on trouve aussi caricaturé sous le nom de "Vanitas"), et qui prône, comme le UKIP, le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Avant de quitter le parti, Robert Kilroy-Silk s'exprime sur les raisons de son choix dans le *Sunday Express* au sein duquel il écrit depuis 2001. Il remet clairement en cause le *leadership* du UKIP, qu'il qualifie de "*invisible and absent*"; le parti est "*a party without policies or direction, a party going nowhere*", "*a pressure group*", "*governed by a self-selecting cabal*". Pour celui qui fut député travailliste pendant 12 ans entre 1974 et 1986, "*this was amateur politics*"¹¹.

Tout en restant prudent sur la personnalité controversée de Robert Kilroy-Silk, on peut en tout cas s'interroger sur cette dernière accusation d'amateurisme. C'est un fait qu'une grande partie des représentants politiques du UKIP est issue de la société civile. Globalement, ce ne sont pas des professionnels de la politique. C'est d'ailleurs une caractéristique qu'ils revendiquent haut et fort. Ainsi, le *leader* du parti entre 2002 et 2006, Roger Knapman, ancien député conservateur de 1987 et 1997, écrit en introduction au manifeste électoral du parti pour les législatives de 2005 : "*None of us in UKIP see ourselves as politicians*". Cette déclaration n'est pas étonnante si l'on considère que le UKIP est un parti de droite populiste qui cherche à se différencier d'une classe politique corrompue par le pouvoir qui n'aurait plus l'adhésion des électeurs. On citera l'exemple ahurissant du député européen Tom Wise qui nous confiait avoir été recruté par le UKIP pour rejoindre son bureau régional suite à une lettre envoyée au courrier des lecteurs d'un tabloïd régional¹².

¹¹ "The broken promises of UKIP leaders", *The Sunday Express*, 31 octobre 2004. *L'Express on Sunday* se séparera finalement de Kilroy-Silk en février 2005, jugeant son travail incompatible avec la direction d'un parti politique, qui plus est à l'approche des élections alors pressenties pour mai 2005.

¹² Interview de Tom Wise réalisée le 8 mars 2005.

Cet aspect d'amateurisme se reflète clairement dans les nombreux scandales qui se succèdent au sein du parti depuis sa création en 1993. Le UKIP est régulièrement soupçonné d'entretenir des liens avec l'extrême droite et les dérapages racistes ou antisémites de certains représentants officiels du parti ne sont pas rares. Bien que le UKIP s'applique à se défaire de cette image en se défendant de toute discrimination, régulièrement une nouvelle affaire surgit qui fait peser le doute sur ses affinités avec l'extrême droite, jetant ainsi le discrédit sur le parti. Fin 2004, un candidat du UKIP aux élections législatives de mai 2005 a dû démissionner pour avoir entretenu de brefs liens avec le BNP. Il aurait assisté à une réunion du parti d'extrême droite, pas davantage si l'on en croit ses dires¹³. La volonté du UKIP de se donner une image respectable s'est vue compromise une fois de plus. Précisons qu'en matière d'immigration, le parti eurosceptique prône une politique très ferme, à savoir une immigration nette égale à zéro¹⁴.

Mais les dérapages ne se limitent pas à ce sujet. Citons par exemple la déclaration pour le moins étonnante du député européen Godfrey Bloom, un mois après son élection à Strasbourg où il venait d'intégrer la Commission pour les droits de la femme. Curieusement, il déclarait vouloir y "*promote men's rights*", affirmant que les femmes "*don't clean behind the fridge enough*". La gaffe ne se limitait pas à cette petite phrase, puisque l'eurodéputé développait longuement :

*I am here to represent Yorkshire women, who always have dinner on the table when you get home. (...) The more women's rights you have, it's actually a bar to their employment. No self-respecting small businessman with a brain in the right place would ever employ a lady of child-bearing age. (...) It isn't politically correct, is it? But it's a fact of life, I know, because I am a businessman.*¹⁵

¹³ "UKIP candidate quits over BNP link", *The Guardian*, 20 décembre 2004.

¹⁴ "Having taken Britain out of the EU, the UK Independence Party would aim to approach zero net immigration both by imposing far stricter limits on legal immigrants and by taking control, at last, of the vexed problem of illegal immigration." *UK Independence Party Manifesto*, General Election 5 May 2005, p. 7.

¹⁵ *The Guardian*, 21 juillet 2004.

Cette déclaration vient alimenter la polémique permanente suscitée par le UKIP. Et même si trois jours plus tard, Bloom faisait son *mea culpa*, encore une fois le parti s'était discrédité.

La succession de scandales en tous genres au sein du UKIP brouille son image et met l'accent sur son problème de crédibilité sur la scène politique britannique et européenne. Si les élections européennes de 2004 l'ont propulsé à la tête de la cause eurosceptique au Royaume-Uni, le UKIP a néanmoins du mal à contrôler son image, et à acquérir la maturité politique indispensable à la place qu'il revendique. Le parti ne semble pas à la hauteur de la victoire de 2004, du rôle qu'elle lui confère et tout simplement de ses propres ambitions. Le parti se présente comme la quatrième force politique du pays, doté d'un véritable programme dans divers domaines ; il se défend de n'être qu'un "*single-issue party*", l'équivalent d'un groupe de pression organisé autour d'un seul et unique sujet de revendication. Mais dans les faits, il semble que le UKIP peine à capitaliser sur sa victoire, se révélant incapable d'éviter son propre discrédit.

Le parti se caractérise donc surtout par son amateurisme et son manque de professionnalisme politique. Cette analyse est d'ailleurs partagée par Ian Milne, directeur de *Global Britain*, qui nous déclarait que le UKIP est un parti décentralisé reposant sur ses militants et dont le centre est très faible ; selon lui, le parti manque cruellement d'organisation¹⁶.

L'électorat de ce parti résolument populiste est plutôt masculin, rural et de milieu socio-économique modeste – un électorat qu'il glane principalement chez les Conservateurs, pour qui le UKIP est une menace qui freine leur retour au pouvoir.

Les rapports entre le UKIP et le parti conservateur sont donc pour le moins tendus. Lors de la campagne électorale pour les européennes de 2004, Michael Howard, inquiet de l'impact du UKIP sur leurs résultats, avait cherché à les marginaliser, les qualifiant d'extrémistes, de "*Little Englanders*" et de "*cranks and political gadflies*"¹⁷. Le leader conservateur avait opté pour une position entre ce qu'il

¹⁶ Interview de Ian Milne, directeur de *Global Britain*, 1^{er} juin 2005.

¹⁷ *The Guardian*, 2 juin 2004.

brandissait comme deux extrêmes – le UKIP d'un côté et les Travailleurs et les Libéraux-Démocrates de l'autre. Mais cela n'a pas empêché de nombreux sympathisants conservateurs de voter pour le UKIP. Une enquête a montré que 45% des électeurs du UKIP aux européennes de 2004 avaient voté conservateur lors des législatives de 2001¹⁸. Il a également été démontré que le UKIP, et dans une moindre mesure *Veritas*, avait privé les Conservateurs de 27 sièges lors des législatives de 2005¹⁹. Il est clair que le UKIP pose un véritable problème au parti conservateur. Et bien que sur la constitution européenne les deux partis soient dans le même camp, il n'était officiellement pas question d'accord dans le cadre d'une campagne référendaire.

Toutefois, l'hostilité affichée du parti conservateur vis-à-vis du UKIP n'empêche pas pour autant les passerelles et les connections entre les individus. Certains représentants officiels du UKIP, comme par exemple son *ex-leader* Roger Knapman, sont d'anciens députés conservateurs. Mieux encore, le député de Westminster Bob Spink, exclu du Parti conservateur en mars 2008, a rejoint le UKIP en avril, lui donnant ainsi une représentation au sein du Parlement britannique que le système électoral rend quasi-impossible par la voie des urnes – et que les prochaines législatives ont toutes les chances d'invalidier. Par ailleurs, l'extrémisme du UKIP dénoncé par Howard est partagé par une frange du parti conservateur. Et parfois les rapprochements ont lieu, en conflit avec la ligne officielle du parti conservateur. Ainsi, le 26 mai 2005, Roger Hermer, un eurodéputé conservateur, a soutenu ouvertement au Parlement européen Nigel Farage, député du UKIP. Il s'est aussitôt vu sanctionner par une suspension de son groupe parlementaire²⁰.

Alors que s'annonçait la campagne référendaire sur le traité constitutionnel européen, le parti conservateur n'était vraisemblablement pas prêt à faire équipe avec le UKIP pour défendre le "non". Interrogé par nos soins, le député européen

¹⁸ *The Guardian*, 15 juin 2004.

¹⁹ Richard North, "Election analysis: the effect of UKIP/Veritas", site internet du Groupe de Bruges : www.brugesgroup.com

²⁰ *The Times*, 26 mai 2005.

du UKIP Tom Wise affirmait en mars 2005 qu'aucun partenariat n'était prévu avec d'autres partisans du "non", ce qui ne les empêchait pas d'entretenir des relations avec les autres acteurs de la campagne – dont le parti conservateur selon lui. En fait, alors que s'amorçait la campagne, le UKIP semblait se positionner de facto comme le *leader* du camp du "non". Ainsi, le chef du parti Roger Knapman accueillait le lancement de la campagne du non ("*No campaign*") en mai 2005, avec une certaine dose de condescendance : "*We welcome on board these part-time patriots. They have belatedly realised the threat the EU poses to our independence, democracy and liberty*"²¹.

On peut se demander si le UKIP s'est réjoui de ce que le référendum sur le traité constitutionnel n'ait pas eu lieu au Royaume-Uni. Les avis semblent avoir été contradictoires au sein du parti ; comme souvent le discours était peu concerté, ce qui vient confirmer l'amateurisme du UKIP. Ainsi, Roger Knapman nous confiait en mars 2005 qu'il espérait qu'il n'y aurait pas de référendum²². Quelques mois plus tôt, Nigel Farage, député européen et co-fondateur du UKIP, annonçait que le parti "*will work tirelessly to get that referendum and that "No" vote*" puisque c'était enfin l'occasion de laisser le peuple s'exprimer sur la place du Royaume-Uni en Europe. Tout en rejetant bien sûr le traité constitutionnel, Farage se félicitait de son existence, allant jusqu'à en remercier ironiquement Valéry Giscard d'Estaing, président de la Convention sur l'avenir de l'Union : "*I actually believe that the existence of the unratified constitution is good for democracy. (...) At last, we are being told honestly and unambiguously what the plan is. (...) It's all here – no more fudging, no more hidden agenda, no more deceit. (...) Merci, Monsieur Giscard!*"²³.

Conclusion

²¹ "UKIP welcomes the No campaign", 18 mai 2005, site officiel du UKIP sur internet : www.independence.org.uk

²² Interview de Roger Knapman, 8 mars 2005.

²³ Nigel Farage, "The EU Constitution", 11 novembre 2004, site officiel du UKIP sur internet.

Si les "non" français et néerlandais au traité constitutionnel européen ont mis un terme à la campagne référendaire prévue au Royaume-Uni pour le printemps 2006, cela ne s'est pas traduit pour autant par la mort du UKIP. En effet, le parti n'a depuis lors cessé de se battre pour rapatrier les pouvoirs spoliés au Parlement britannique par l'Union européenne – et à terme atteindre leur objectif ultime à savoir le retrait de la Grande-Bretagne de l'Union. Ainsi, au lendemain du "non" français, Knapman se réjouissait tout en rappelant l'ampleur de la tâche à accomplir :

*The tide has begun to turn. The only pan-EU political sentiment which is growing [is] Euroscepticism. There is still a huge task ahead, and while this vote does not return a iota of power to the British parliament at Westminster, it does at least temporarily stem the flow of power to Brussels. Our task is to reverse that flow, and we will continue to work towards that trend.*²⁴

En outre, cette campagne référendaire, quoique avortée, reste pertinente à deux niveaux : d'abord parce qu'elle constitue la première mobilisation sur l'enjeu européen depuis le référendum de 1975, soit 30 ans auparavant : de toute évidence, le camp eurosceptique n'a pas faibli, bien au contraire, comme le démontre la percée du UKIP. Mais aussi parce qu'elle peut-être envisagée comme une sorte de répétition grandeur nature dans l'éventualité d'un référendum sur le Royaume-Uni et l'Union européenne à moyen-terme – répétition au sein de laquelle le UKIP s'apprêtait, on l'a vu, à tenir un rôle clé.

Toutefois, parce qu'*a priori* la perspective d'un référendum sur l'enjeu européen est liée à la victoire des Conservateurs aux prochaines législatives, on peut se demander quel serait alors le rôle du UKIP. Qu'advierait-il de sa position de chef de file de la cause eurosceptique une fois le Parti conservateur – eurosceptique – revenu au pouvoir ? Si une union entre les deux forces politiques n'est pas à exclure, elle semble pour l'instant très improbable tant la réputation d'extrémisme qui pèse sur le UKIP paraît incompatible avec le recentrage du parti opéré par David Cameron.

²⁴ "Knapman welcomes French result", 30 mai 2005, site officiel du UKIP sur internet.

Enfin, il est intéressant de souligner que la souveraineté parlementaire qui est au cœur de l'argumentation eurosceptique est en contradiction fondamentale avec l'utilisation du référendum par les groupes eurosceptiques. Comment concilier le principe de souveraineté parlementaire et le recours au référendum dès qu'il est justement question de souveraineté, dès que l'on touche à la question de l'intégrité de l'État-Nation, contraint à d'inévitables transferts de souveraineté vers l'infra- ou le supra-national ? Comment justifier un procédé qui nie la souveraineté parlementaire qu'il prétend vouloir défendre ? Tel est le paradoxe soulevé par l'instrumentalisation du référendum par les associations eurosceptiques. Dans un contexte de dévolution et d'intégration européenne accrues, cette instrumentalisation systématique du référendum sera-t-elle encore compatible avec la défense acharnée du sacro-saint principe de souveraineté parlementaire ?